

ANNUAIRE FRANÇAIS
DE
RELATIONS
INTERNATIONALES

2019

Volume XX

**PUBLICATION COURONNÉE PAR
L'ACADÉMIE DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES**

(Prix de la Fondation Edouard Bonnefous, 2008)



Université Panthéon-Assas
Centre Thucydide

INTRODUCTION

PAR

SONIA LE GOURIELLEC (*)

Les images d'Issayas Aferworki, le Président érythréen, foulant le tapis rouge de l'aéroport d'Addis-Abeba resteront un symbole fort de l'année 2019 sur le continent africain. Elles témoignent des reconfigurations en cours dans la Corne de l'Afrique sous l'impulsion du nouveau premier ministre éthiopien Abiy Ahmed. Une étape décisive a été franchie dans le rapprochement entre les deux frères ennemis qui ne parvenaient pas à régler leurs différends depuis presque vingt ans. Si cette paix est symbolique et particulièrement médiatisée, la nouvelle politique lancée par Abiy en Ethiopie est tout autant historique. Le pays était plongé dans l'incertitude depuis la mort de Meles Zenawi en 2012. Le successeur de Meles n'ayant pas convaincu, Abiy Ahmed est devenu le premier Premier ministre oromo à accéder à la tête du pays – où la minorité tigréenne tient les principaux leviers du pouvoir depuis le début des années 1990 – et le troisième chef de l'exécutif du régime depuis 1995. L'une de ses principales réformes a été de libéraliser l'économie, ce qui est révolutionnaire pour un pays où l'Etat a traditionnellement toujours été un acteur économique important. Les mouvements sociaux qui s'enchaînent et rassemblent de façon inédite Oromos et Amharas dénoncent justement la non-répartition des richesses issues du développement du pays. En Ethiopie, il existait des entreprises privées mais dont le conseil d'administration était composé principalement de membres du parti au pouvoir, le TPLF (Front de libération des peuples du Tigré) et de hauts fonctionnaires. L'Etat était l'investisseur principal et gardait le contrôle sur le secteur financier et les télécoms. Le secteur privé n'était encouragé que lorsqu'il correspondait aux priorités définies par le gouvernement. Deux plans quinquennaux – Growth and Transformation Plan (GTP) – ont été adoptés en 2010, puis en 2015. Ils devaient permettre à l'Ethiopie de devenir un Etat à revenu intermédiaire à l'horizon 2025. La Corée du Sud et Taiwan étaient souvent cités comme des exemples par le pouvoir. Le facteur économique pèse donc lourd dans les transformations en cours. Malgré une des plus fortes croissances économiques du continent,

(*) Maître de conférences en science politique à l'Université catholique de Lille (France).

le pays subit une crise monétaire importante. La stabilité de sa monnaie a été assurée de justesse par un versement de 3 milliards de dollars des Emirats arabes unis. Pourtant, plus que le modèle économique, c'est le modèle politique sans alternance qui montre ses limites et que contestent les manifestants.

La vitesse de ces réformes a de quoi étonner. Ces changements brutaux et sans effusion de sang rappellent les grandes transformations des années 1970 après le coup d'État et la chute de l'empereur Hailé Sélassié avant que la révolution ne se fossilise. Abiy est parvenu à faire face aux crises en cours mais des défis systémiques restent à relever. Comme l'expliquent Jean-Nicolas Bach et Jeanne Aisserge, s'il est trop tôt pour évoquer une démocratisation du pays, tout du moins on peut observer « *une décompression autoritaire* » (1). Le régime a survécu et montré de nombreux signes d'ouverture depuis avril 2018 : fin de l'état d'urgence, libération de prisonniers politiques, nomination de femmes à la présidence, au ministère de la Défense, à la Cour suprême, d'une opposante à la tête de commission électorale, retour des opposants, rapprochement avec l'Égypte sur le partage des eaux du Nil ou encore liquidation des contentieux avec les voisins. Il s'agit tout de même de nuancer les transformations en cours. Le nouveau Premier ministre est charismatique et communique de façon efficace en multipliant les discours apaisants et conciliateurs. La réception de ces discours est inédite. Une atmosphère de liesse les accompagne et semble indiquer une victoire des mouvements contestataires sans élection et sans changement de régime. Est-ce une véritable rupture et une transformation en profondeur du régime ou une stratégie qui use de la communication pour reconquérir les bailleurs internationaux et impulser un enthousiasme populaire afin de sauver un régime au bord du gouffre ? Les prochaines élections se tiendront en 2020 et il s'agit pour Abiy de les préparer en renversant le jeu politique, notamment par la libération de prisonniers politiques, et en donnant plus de place aux partis de l'opposition. Cette nouvelle reconfiguration du jeu politique provoque l'hostilité d'une partie de l'oligarchie au pouvoir. Et tout l'enjeu sera pour le nouveau Premier ministre d'apaiser les tensions, un retour de la violence n'est pas exclu, d'autant que les arrestations de caciques corrompus du régime se multiplient et que des nominations et des changements importants ont eu lieu au sein de l'état-major et des services de renseignement. Abiy est un produit du système, il vient des services de renseignement et est, pour le moment, parvenu à contrer les tentatives de déstabilisation.

L'Érythrée est actuellement l'inconnu de l'équation régionale. Si le temps de la paix est enfin venu, les rouages du système politique érythréen n'ont plus lieu d'être. Le pays est décrit depuis vingt ans comme un État

(1) Jeanne AISSERGE / Jean-Nicolas BACH, *L'Éthiopie d'Abiy Ahmed Ali : une décompression autoritaire*, Observatoire de l'Afrique de l'Est (CEDEJ Khartoum-Sciences Po CERI), nov. 2018.

totalitaire, un paria ou encore un Etat récalcitrant du système international. Effectivement, après le refus éthiopien d'appliquer la décision de 2002 et de retirer ses troupes d'une partie du territoire érythréen, le régime s'est radicalisé. Il n'y a toujours pas de constitution, pas d'élection, le Président n'est pas élu, l'Assemblée nationale ne s'est pas réunie depuis 2002, la presse est absente et un service nationale obligatoire a été mis en place pour faire face aux menaces extérieures, provoquant une véritable hémorragie migratoire des jeunes en direction des pays voisins et de l'Europe. Le régime maquisard s'est replié sur lui-même en entretenant une pensée paranoïaque. Le geste éthiopien de rétrocéder la ville symbolique de Badme a été un geste politique considérable, qui a permis d'ouvrir les discussions. Il intervient à une période où le régime a commencé à renouer le dialogue avec la communauté internationale. Avec l'Union européenne, qui souhaite voir la crise migratoire se régler, et avec les pays du Golfe, qui voient dans ce petit pays sur la mer Rouge une base naturelle à leurs opérations militaires au Yémen. Ces dernières années, les Emirats arabes unis ont ainsi fourni des ressources économiques et militaires vitales à la survie du régime. Cependant, le Président se fait vieux et les contestations internes se multiplient, comme l'atteste la tentative de putsch militaire en 2013, qui avait abouti au désarmement d'une partie de l'armée au profit d'une garde prétorienne d'origine tigréenne. Le Président a tout intérêt à passer à une nouvelle logique, à reprendre place dans le jeu international, à développer les potentialités économiques du pays afin d'affaiblir ses ennemis internes et à préparer une succession à son avantage. Avec ce processus de paix, l'obstination d'Issayas Aferworki semble avoir payé : il redevient le maître de la partie de billard à plusieurs bandes qui se joue actuellement dans la Corne de l'Afrique. Reste que le pays est très secret et qu'il est difficile d'analyser les jeux de pouvoir en cours. Le contrôle de la population ne se justifiant plus, comment le régime va-t-il évoluer ? Comment les généraux vont-ils réagir ? Il est bien trop tôt pour pouvoir répondre à ces questions.

A première vue, le grand absent des reconfigurations en cours est le pays qui a pourtant construit son identité sur son rôle de médiateur régional, de havre de paix et de stabilité dans une région troublée par les conflits. Les recompositions d'alliances semblent s'opérer sans que Djibouti ne soit vraiment à la manœuvre ou « dans le coup ». Pour de nombreux observateurs, le conflit avec le géant dubaïote concernant le port de Doraleh affaiblit la position djiboutienne, au moment où se joue une véritable bataille des ports et d'influence pour le contrôle de la mer Rouge. Pour faire face à la crise économique et surmonter leurs dettes, les Etats de la région sont sensibles aux ambitions des pays du Golfe qui cherchent, eux, loyauté politique, contrôle des routes maritimes et accès aux ressources naturelles. En soutenant activement le processus de réconciliation, les pays de la péninsule arabe et les Etats-Unis ont renforcé leur influence dans la région. L'apaisement des relations entre l'Ethiopie et l'Erythrée offre de

nouvelles opportunités d'accès à la mer au géant éthiopien. Djibouti n'est plus l'unique point d'accès vers l'extérieur. Les responsables djiboutiens se défendent pourtant d'être dépassés par les événements en cours : « nous ne sommes nulle part mais nous sommes partout » ou encore « ce qui se passe actuellement est possible grâce à notre action depuis des années ». Pour le régime d'Ismaïl Omar Guelleh, la partie est serrée, mais le pays a encore de nombreuses cartes en mains. Djibouti reste géographiquement incontournable sur le détroit du Bab El Mendeb, véritable vigie du trafic, qui remonte de l'Asie vers le canal de Suez. Le litige avec DP World devra bien un jour trouver sa solution hors des prétoires. La position de Djibouti sur ce dossier, l'indépendance des intérêts stratégiques nationaux ont aussi des échos positifs dans le monde émergent et en Afrique. En attendant, Doraleh est opérationnel, un second port à ouvert, le Multipurpose, et la Chine investit dans la construction d'une grande zone de libre-échange à proximité. En matière portuaire, le pays a des années d'avance et reste un partenaire incontournable pour l'Éthiopie. Pour l'Erythrée – et plus encore pour une Somalie fragmentée –, il faudra du temps et énormément d'efforts pour pouvoir proposer une alternative viable. L'appui massif de la Chine, qui a fait de Djibouti l'une des pièces maîtresses de son initiative des nouvelles routes de la soie et y a installé sa première base militaire hors du sol national, a donné au pays une véritable profondeur stratégique. Reste évidemment la nécessité pour la diplomatie djiboutienne de rassurer les partenaires traditionnels du pays, comme la toute puissante Amérique, le voisin et ami saoudien et, dans une moindre mesure, la France, qui redécouvre son intérêt pour cet ancien territoire lointain de la République.